21. Aide à la jeunesse : Vers une prospérité de valeur et d'innovation pour un monde en transformation

Il est entendu que chaque enfant, chaque jeune doit être protégé, soigné, éduqué avec bienveillance. Chacun doit être accompagné, avec amour et repères, pour acquérir estime de soi, se socialiser, trouver des ressources et utiliser ses compétences pour pouvoir s'émanciper et se projeter dans un avenir avec confiance.

Or, malgré la réforme du Code de la prévention, de l'aide et de la protection de la jeunesse, le secteur est sous tension. Des grèves à répétition dans les services d'aide et de protection de la jeunesse pour dénoncer l'insuffisance de prises en charge, la création de collectifs de l'aide à la jeunesse à Bruxelles et Liège ou des interpellations insistantes dans d'autres régions révèlent le manque de place récurrent en Communauté française et particulièrement dans les arrondissements les plus densément peuplés. Les autorités administratives et judiciaires, mais aussi les membres du secteur dont la mission est de mettre en place des solutions adéquates pour les situations les plus préoccupantes réclament de nouvelles places structurelles pour ces mineurs, contraints aujourd'hui d'être installés, dans des hôpitaux ou des lieux d'urgence, inadaptés sur le long terme, ou tout simplement laissés sans aide spécialisée dans des situations délétères. Il s'agira aussi de s'interroger et d'analyser finement les causes de l'augmentation des besoins de ces placements.

Nous sommes convaincus de la nécessité et de l'urgence d'augmenter les services qui interviennent à l'intérieur des familles, lorsque des difficultés éducatives sont avérées, pour soutenir les parents parfois en situation précaire, parfois déficients, parfois négligents voire maltraitants. Dans le cas des situations de parents maltraitants, la priorité reste le bien-être de l'enfant.

Les situations de prises en charge sont de plus en plus complexes. Les problématiques vécues par les familles sont multifactorielles : problèmes sociaux, psychologiques, économiques, problèmes liés au handicap. La santé mentale occupe une place prépondérante dans les pathologies rencontrées et touche également certains enfants et jeunes à la croisée de différents secteurs.

Toutefois, faute d'accompagnement adéquat, au moment opportun ou malgré cet accompagnement, des situations tendent à se détériorer pour les enfants. En conséquence, il est urgent de créer de nouvelles places, en service résidentiel ou en famille d'accueil.

Il s'agit donc de répondre aux besoins relatifs aux prises en charge en services d'accompagnement, mais aussi en structures d'hébergement dont la norme en personnel doit être améliorée afin de pouvoir accueillir dignement et travailler la réintégration en famille. L'encadrement psycho-social prévu est encore insuffisant en regard des problématiques rencontrées. Il ne permet pas un travail soutenu afin de favoriser, lorsque cela est possible, le retour des enfants en famille, finalité recherchée par ces services et inscrite dans le Code de la prévention, de l'aide et de la protection de la jeunesse.

La région de Bruxelles rassemble une population qui présente des indicateurs de fragilité importante tant au niveau social que psychologique. Plus que dans les autres régions du pays, les enfants et les jeunes vivent dans des conditions sociales difficiles (à Bruxelles, près de 40% de la population vit sous le seuil de risque de pauvreté) et/ou sont confrontés à un mal-être psychologique). Avec plus de 5.000 mineurs en danger ou en difficulté, pour 1226 prises en charge potentielles, les mineurs demeurant sans prises en charge est dramatique.

D'autres grandes villes connaissent également des difficultés substantielles (les chiffres du terrain montrent que plus de 1000 jeunes en danger ne sont pas pris en charge à Liège) et sur l'ensemble du territoire de la Communauté française, de nombreuses files d'attente dans les SAJ/SPJ démontrent l'importance d'évaluer et prioriser les besoins par les autorités administratives et judiciaires.

Les programmations passées ne sont plus adaptées aux enjeux actuels. Il est temps de mettre en œuvre un vaste plan de développement du secteur de l'aide aux enfants et adolescents en détresse familiale, pour être en phase avec la réalité de la société actuelle.

Nos priorités :

- ➔ Renforcer la prévention et l'accompagnement dans le milieu de vie
- ➔ Accompagner les mineurs en danger et en difficulté
- ➔ Conforter la prise en charge des jeunes ayant commis des faits qualifiés infraction

1. RENFORCER LA PRÉVENTION ET L'ACCOMPAGNEMENT DANS LE MILIEU DE VIE

Renforcer le travail de prévention entre les différents secteurs, à l'intérieur des familles, dès le plus jeune âge de l'enfant et à différents moments de sa minorité pour répondre à ses besoins. La prévention doit se réaliser dans les différentes sphères de la vie des jeunes : famille, école, quartier, sport, association de jeunesse, culture, au sein des CPAS.

Concrètement, nous proposons de :

- Augmenter le nombre de services apportant une aide intensive en famille, dans toutes les composantes de la vie quotidienne (éducation, hygiène, nutrition des enfants, etc.) lorsque celles-ci sont compromises par les parents, et réfléchir sur la tranche d'âge de prise en charge ;
- Encourager les services d'actions en milieu ouvert (AMO) à prévoir des actions de prévention spécifiques avec les familles précarisées ou en difficulté afin d'éviter une orientation trop fréquente vers les Services d'aide à la jeunesse (SAJ)¹ ;
- Renforcer la collaboration entre les services d'accompagnement en famille, les organismes d'intérêt public en charge du handicap (AVIQ-PHARE) et les services d'aide et de protection de la jeunesse pour les familles et les enfants souffrant de handicap, et ce, afin d'éviter une séparation systématique de l'enfant et de sa famille ;
- Organiser des synergies entre les secteurs de l'enfance, de l'Aide à la jeunesse et de l'aide sociale sur la question de la précarité afin d'y apporter des réponses socio-éducatives et socio-économiques ;
- Recentrer les missions des services apportant une aide sociale, éducative et pédagogique à destination uniquement des jeunes en décrochage scolaire, et créer des services d'accompagnement dont la mission serait de former professionnellement les jeunes, proches de la majorité et qui ne retrouveront plus les bancs de l'école ;
- Prévoir des modules de formations de base obligatoires et continues destinées aux agents des secteurs publics (services d'aide et de protection de la jeunesse).
- Prioriser la prise en charge par les services de première ligne, et optimiser la communication entre ces services, dont l'ONE, les CPMS, les services sociaux et les mutuelles avec les services d'aide et de protection, dans l'objectif de prévenir les situations d'enlèvement ;
- Dégager des moyens pour le soutien socio-éducatif des jeunes pris en charge par les services de l'Aide à la jeunesse et hébergés dans des internats scolaires ; étendre l'offre d'internats pour les jeunes qui nécessitent un éloignement du milieu de vie et de leur entourage familial.

2. ACCOMPAGNER LES MINEURS EN DANGER ET EN DIFFICULTÉ

Favoriser le bien-être des jeunes placés en services agréés ou accompagner par un service, promouvoir et renforcer le placement en familles d'accueil.

Concrètement, nous proposons de :

- De prospecter, en Région Bruxelloise et en Région wallonne, les bâtiments publics inoccupés, afin de créer des places d'hébergement pour les enfants ainsi que d'effectuer une démarche similaire pour les services d'accompagnement ;
- Permettre aux opérateurs existants de procéder à des investissements soutenus par les pouvoirs publics en vue d'augmenter leur potentiel d'accueil dans les zones prioritaires ;
- De casser la logique de silo dans laquelle travaillent les secteurs de l'enfance, des centres publics d'action sociale, les services de santé et santé mentale, de l'Aide à la jeunesse, pour proposer une prise en charge holistique et concertée à destination des enfants et des jeunes ainsi que leur famille ;
- Développer la prise en charge, par des structures adaptées, des jeunes qui se trouvent à la frontière entre les secteurs du handicap, de la santé mentale et de l'Aide à la jeunesse ;

¹ Les services d'aide à la jeunesse sont des services qui proposent une aide aux jeunes en difficulté ou en danger ainsi qu'à leurs familles, en collaboration avec eux et afin d'éviter l'intervention de la justice.

- 1 ➤ Renforcer le personnel des services d'aide pour enfants maltraités, effectuant le diagnostic des situations de
2 risque de maltraitance, et resserrer les liens entre ces services et les conseillers et directeurs afin de lutter contre
3 la maltraitance infantile ;
- 4 ➤ Donner directement la parole aux jeunes pris en charge par des services agréés d'hébergement sur différents
5 thèmes (santé, scolarité, loisirs, droits, etc.) en vue de la réalisation d'une enquête destinée à analyser leurs
6 besoins et d'optimiser ainsi leur prise en charge ;
- 7 ➤ Soutenir les collaborations entre les écoles de devoirs ou les services apportant une aide sociale, éducative et
8 pédagogique aux jeunes en décrochage scolaire, et les services résidentiels qui hébergent ces jeunes, dans un
9 souci de les soutenir scolairement ;
- 10 ➤ Encourager les organisations de jeunesse à inclure les enfants placés dans leurs activités, et à mettre en place
11 des projets en concertation avec les services agréés d'hébergement ; soutenir la création de « kots à projets »
12 tournés vers l'accompagnement des jeunes fragilisés et vers la réalisation d'activités avec ceux-ci ;
- 13 ➤ Appuyer les Centres sportifs locaux souhaitant organiser des journées sportives à l'attention de services
14 d'hébergement de jeunes ;
- 15 ➤ Encourager la vocation de nouvelles familles d'accueil afin que celles-ci aillent au bout du processus de
16 recrutement, avec une attention particulière à l'accueil d'urgence, et augmenter le nombre de prises en charge
17 au sein de tous les services d'accueil d'urgence, de moyen et de long terme dans leur travail
18 d'accompagnement des familles ;
- 19 ➤ Créer un service de placement familial à destination des enfants en danger qui présentent des troubles
20 psychologiques spécifiques.

21

3. CONFORTER LA PRISE EN CHARGE DES JEUNES AYANT COMMIS DES FAITS QUALIFIÉS INFRACTION

24 Favoriser la justice restauratrice et au concept de désistance en donnant la priorité à l'aide dans le milieu de vie ainsi
25 qu'aux mesures alternatives au placement, lorsque celles-ci correspondent au profil du jeune.

26 Concrètement, nous proposons de :

- 27 ➤ Sensibiliser davantage les magistrats et l'opinion publique à l'approche restauratrice/réparatrice qui peut avoir
28 un impact sur le taux de récidive du jeune auteur, et soutenir les Services d'actions restauratrices et éducatives
29 (SARE) dans les médiations et concertation restauratrice en groupe qu'ils organisent, des prestations d'intérêt
30 général et des modules de formation à destination des mineurs délinquants ;
- 31 ➤ S'assurer du bon fonctionnement des Équipes mobiles d'accompagnement (EMA) qui ont pour mission
32 d'accompagner les jeunes délinquants au terme de leur placement en IPPJ et favoriser ainsi leur réinsertion
33 sociale, familiale et scolaire ;
- 34 ➤ Développer davantage les séjours de rupture comme prise en charge des jeunes ayant commis des infractions
35 et s'assurer du bon suivi des jeunes lors de leur retour en Belgique ;
- 36 ➤ Scolariser adéquatement les jeunes en IPPJ et organiser la collaboration « école- IPPJ » ;
- 37 ➤ Offrir aux jeunes à leur sortie d'IPPJ un encadrement et un accompagnement de qualité dans la durée ;
- 38 ➤ Créer des ailes médicalisées au sein des IPPJ prenant en charge des jeunes délinquants souffrant de déficiences
39 intellectuelles et nécessitant une réponse éducative, encadrés par un personnel pluridisciplinaire travaillant sur
40 le biopsychosocial et leur orientation ultérieure.

41

42

43

44

45